

TRADUCTION

AUTORITE FLAMANDE

[C – 2022/32918]

15 JUILLET 2022. — Décret spécial modifiant l'article 40^{sexies} du décret spécial du 26 juin 1991 relatif à l'Université Gent et à l'Universitair Centrum Antwerpen (1)

Le PARLEMENT FLAMAND a adopté et Nous, GOUVERNEMENT, sanctionnons ce qui suit :

DÉCRET SPÉCIAL modifiant l'article 40^{sexies} du décret spécial du 26 juin 1991 relatif à l'Université Gent et à l'Universitair Centrum Antwerpen**Article 1^{er}.** Le présent décret spécial règle une matière communautaire.**Art. 2.** À l'article 40^{sexies} du décret spécial du 26 juin 1991 relatif à l'Université Gent et à l'Universitair Centrum Antwerpen, inséré par le décret spécial du 3 février 2017, les modifications suivantes sont apportées :1° dans l'alinéa 1^{er}, il est inséré un point 8°bis, rédigé comme suit :

« 8°bis la conclusion d'accords avec d'autres hôpitaux situés en dehors du territoire du Royaume de Belgique en vue de prendre des dispositions sur la répartition des tâches et la complémentarité en matière de fourniture de services, de disciplines ou d'équipements, afin de mieux répondre aux besoins de la population et aux exigences de qualité des soins de santé ; » ;

2° il est ajouté des alinéas 3 et 4, rédigés comme suit :

« Les accords visés à l'alinéa 1^{er}, 8°bis, sont conclus sur la proposition du Comité de direction de l'UZ Gent et après avis du conseil de la faculté de Médecine de l'Université Gent.Dans le cadre des accords visés à l'alinéa 1^{er}, 8°bis, l'UZ Gent a le droit de devenir membre d'associations ou d'autres personnes morales dont l'objectif n'est pas la distribution des bénéfices. Sans préjudice de l'application de dispositions décrétales ou légales contraires ceci peut impliquer le transfert ou la mise à disposition d'infrastructure ou de personnel. L'UZ Gent ne peut réaliser un tel transfert que s'il est stipulé que, dans le cas d'un retrait éventuel de l'UZ Gent de la collaboration ou en cas de cessation de la collaboration, l'UZ Gent a le droit de reprendre les éléments transférés et qu'à ce moment la mise à disposition par l'UZ Gent peut être purement et simplement résiliée. ».Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 15 juillet 2022.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

La Ministre flamande du Bien-Être, de la Santé publique et de la Famille,

H. CREVITS

Le Ministre flamand de l'Enseignement,
des Sports, du Bien-Être des Animaux et du Vlaamse Rand,

B. WEYTS

Note

(1) *Session 2021-2022*

Documents : – Proposition de décret spécial : 1304 – N° 1

– Rapport : 1304 – N° 2

– Texte adopté en séance plénière : 1304 – N° 3

Annales - Discussion et adoption : Sessions du 13 juillet 2022.

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2022/32932]

14 JUILLET 2022. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant ajustement de la réforme de l'accueil de la petite enfance en matière de formation initiale du personnel

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 21 février 2019 visant à renforcer la qualité et l'accessibilité de l'accueil de la petite enfance en Communauté française, articles 7 et 15 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 2019 fixant le régime d'autorisation et de subvention des crèches, des services d'accueil d'enfants et des (co)accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 mai 2019 fixant le régime transitoire des milieux d'accueil ;

Vu le "test genre" réalisé le 16 mai 2022 établi en application de l'article 4, alinéa 2 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 17 mai 2022 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 25 mai 2022 ;

Vu l'avis du Conseil d'administration de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, donné le 20 mai 2022 ;

Vu l'avis de l'Organe de concertation intra-francophone, donné le 1^{er} juin 2022 ;Vu l'avis n°71.609/4 du Conseil d'Etat, donné le 22 juin 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enfance ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 2019 fixant le régime d'autorisation et de subvention des crèches, des services d'accueil d'enfants et des (co)accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s*

Article 1^{er}. L'article 23, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 2019 fixant le régime d'autorisation et de subvention des crèches, des services d'accueil d'enfants et des (co)accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s est remplacé comme suit :

« Art. 23. § 1^{er}. Les grades requis pour le personnel d'encadrement psycho-médico-social sont les suivants :

- 1° Bachelier : assistant en psychologie ;
- 2° Bachelier : assistant social ;
- 3° Bachelier en soins infirmiers ;
- 4° Bachelier : infirmier responsable de soins généraux ;
- 5° Bachelier en psychomotricité ;
- 6° Master en sciences psychologiques ;
- 7° Master en sciences de l'éducation ;
- 8° Master en ingénierie et action sociales ;
- 9° Master en sciences de la santé publique. ».

Art. 2. L'article 25 du même arrêté est remplacé comme suit :

« Art. 25. Les (co)accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s et le personnel d'accueil des enfants des services d'accueil d'enfants et des crèches justifient, avant leur entrée en fonction, d'une des formations initiales suivantes :

- 1° certificat de qualification puériculteur/puéricultrice ;
- 2° certificat de qualification agent/agente d'éducation ;
- 3° certificat d'enseignement secondaire supérieur et une des formations suivantes :
 - un certificat de qualification auxiliaire de l'enfance ;
 - un certificat de qualification éducateur/éducatrice ;
 - un diplôme de formation de chef/cheffe d'entreprise : accueillant/accueillante d'enfants ou de directeur/directrice de maison d'enfants délivré par les entités visées à l'article 15bis de l'accord de coopération du 20 février 1995 relatif à la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et la tutelle de l'institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, conclu par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne.

Par dérogation au 3° de l'alinéa 1^{er}, ne doivent pas justifier du certificat d'enseignement secondaire supérieur :

- les personnes ayant entamé avant le 1^{er} janvier 2026 et achevé le cursus menant au certificat de qualification d'auxiliaire de l'enfance ou d'éducateur/éducatrice ;
- les personnes ayant entamé avant le 1^{er} janvier 2020 et achevé le cursus menant au diplôme de formation de Chef d'entreprise : accueillant/accueillante d'enfants ou directeur/directrice de maison d'enfants délivré par les entités visées à l'article 15bis de l'accord de coopération du 20 février 1995 relatif à la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et la tutelle de l'institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, conclu par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne. ».

CHAPITRE II. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 mai 2019 fixant le régime transitoire des milieux d'accueil*

Art. 3. À l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 mai 2019 fixant le régime transitoire des milieux d'accueil est modifié comme suit :

- 1° les deuxième et troisième tirets sont abrogés ;
- 2° un second alinéa est ajouté, libellé comme suit :

« Par dérogation aux articles 23, § 1^{er}, et 25 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 2019 fixant le régime d'autorisation et de subvention des crèches, des services d'accueil d'enfants et des (co)accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s, les procédures de recrutement du personnel d'accueil ou d'encadrement psycho-médico-social entamées avant le 1^{er} septembre 2022 peuvent aboutir à l'embauche d'un ou une titulaire d'un grade ou d'une qualification reconnus en vertu de la réglementation en vigueur avant le 1^{er} janvier 2020, si cette embauche intervient avant le 31 mars 2023 »

Art. 4. L'article 10, § 1^{er}, du même arrêté est modifié comme suit :

- à l'alinéa 1^{er}, les mots « de l'arrêté » sont remplacés par les mots « du présent arrêté » ;
- à l'alinéa 4, les mots « validation des compétences » sont remplacés par les mots « valorisation des acquis de l'expérience ».

Art. 5. Le tableau présenté à l'annexe 1 du même arrêté est remplacé par le tableau suivant :

Milieu d'accueil initial au sens de l'article 2 de l'arrêté milieux d'accueil	Milieu d'accueil correspondant
Crèche, préguardiennat, maison communale d'accueil de l'enfance, crèche parentale, maison d'enfants, autres milieux d'accueil au sens de l'article 2.8°, de l'arrêté milieu d'accueil, co-accueillant conventionné ou co-accueillante conventionnée	Crèche
Accueillant ou accueillante d'enfants	- Accueillant ou accueillante d'enfants indépendant - Accueillant salarié ou accueillante salariée dans un service d'accueil d'enfants

CHAPITRE III. — *Dispositions finales*

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2022.

Art. 7. La Ministre de l'Enfance est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 14 juillet 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des femmes,
B. LINARD

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2022/32932]

14 JULI 2022. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot aanpassing van de hervorming van de opvang voor jonge kinderen inzake de basisopleiding van het personeel

De regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 21 februari 1919 tot versteviging van de kwaliteit en de toegankelijkheid van de opvang voor jonge kinderen in de Franse Gemeenschap, artikelen 7 en 15;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 2 mei 1919 tot vaststelling van het stelsel van vergunningen en subsidies voor crèches, kinderopvangdiensten en zelfstandige kinder(mede)onthaalouders;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 22 mei 1919 tot vaststelling van de overgangsregeling voor de opvangmilieus;

Gelet op de op 16 mei 2022 uitgevoerde "gendertest", met toepassing van artikel 4, lid 2, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in alle beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, uitgebracht op 17 mei 2022;

Gelet op de akkoordbevinding van de minister van Begroting van 25 mei 2022;

Gelet op het advies van de raad van bestuur van O.N.E. van 20 mei 2022;

Gelet op het advies van de intra-Franstalig overleginstantie, uitgebracht op 1 juni 2022;

Gelet op het advies nr. 71.609/4 van de Raad van State, uitgebracht op 22 juni 2022, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de minister van Kind;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Wijzigingen aan het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 2 mei 1919 tot vaststelling van het stelsel van vergunningen en subsidies voor crèches, kinderopvangdiensten en zelfstandige kinder(mede)onthaalouders

Artikel 1. Artikel 23, § 1, van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 2 mei 1919 tot vaststelling van het stelsel van vergunningen en subsidies voor crèches, kinderopvangdiensten en zelfstandige kinder(mede)onthaalouders wordt vervangen als volgt:

"Art. 23 § 1. De vereiste graden voor het psycho-medisch-sociaal toezichthoudend personeel zijn als volgt:

1° Bachelorsdiploma: assistent in de psychologie;

2° Bachelorsdiploma: maatschappelijk werker;

3° Bachelor in de verpleegkunde;

4° Bachelorsdiploma: verantwoordelijk algemeen ziekenverpleger;

5° Bachelor in de psychomotoriek;

6° Master in de psychologische wetenschappen;

7° Master in de pedagogische wetenschappen;

8° Master in sociale techniek en actie;

9° Master in de wetenschappen van de volksgezondheid".

Art. 2. Artikel 25 van het besluit wordt als volgt vervangen:

“Art. 25. Zelfstandige kinder(mede)onthaalouders en kinderonthaalouders in kinderopvangdiensten en crèches moeten vóór hun indiensttreding een van de volgende basisopleidingen hebben gevolgd:

- 1° getuigschrift van vakbekwaamheid voor kinderverzorgsters (-ers);
- 2° getuigschrift van vakbekwaamheid onderwijsbeambte;
- 3° getuigschrift van hoger secundair onderwijs en één van de volgende opleidingen:
 - een getuigschrift van vakbekwaamheid als kinderpulp;
 - een getuigschrift van vakbekwaamheid als opvoeder/-ster;

- een diploma voor de opleiding tot bedrijfsleider/-ster: kinderopvang of directeur van een kindertehuis, afgeleverd door de instellingen bedoeld in artikel 15bis van het samenwerkingsakkoord van 20 februari 1995 betreffende de permanente vorming van de middenstand en het midden- en kleinbedrijf en het toezicht op het instituut voor permanente vorming van de middenstand en het midden- en kleinbedrijf, gesloten door de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest

In afwijking van het eerste lid, 3°, is het bezit van een getuigschrift van hoger secundair onderwijs niet vereist voor:

- personen die vóór 1 januari 2026 met de studie zijn begonnen en hebben afgerond die heeft geleid tot het getuigschrift van vakbekwaamheid als kinderpulp of opvoeder/-ster;

- personen die vóór 1 januari 2020 met de studie zijn begonnen en hebben afgerond die heeft geleid tot het diploma van bedrijfsleider: kinderopvang of directeur van een kindertehuis, uitgereikt door de entiteiten bedoeld in artikel 15bis van het samenwerkingsakkoord van 20 februari 1995 betreffende de permanente vorming van de middenstand en het midden- en kleinbedrijf en het toezicht op het instituut voor permanente vorming van de middenstand en het midden- en kleinbedrijf, gesloten door de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen aan het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 22 mei 2019 tot vaststelling van de overgangsregeling voor de opvangmilieus*

Art. 3. Artikel 7 van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 22 mei 2019 tot vaststelling van de overgangsregeling voor de opvangmilieus wordt als volgt gewijzigd:

- 1° het tweede en derde streepje worden opgeheven;
- 2° er wordt een tweede lid toegevoegd, luidend als volgt:

“In afwijking van de artikelen 23, § 1, en 25 van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 2 mei 2019 tot vaststelling van het stelsel van vergunningen en subsidies voor crèches, kinderopvangdiensten en zelfstandige kinder(mede)onthaalouders, kunnen de aanwervingsprocedures voor opvang- of psycho-medisch-sociaal ondersteunend personeel die vóór 1 september 2022 zijn aangevangen, leiden tot de aanwerving van een houder van een graad of een bekwaamheid die erkend is op grond van de regelgeving die vóór 1 januari 2020 van kracht was, indien deze aanwerving vóór 31 maart 2023 plaatsvindt”.

Art. 4. Artikel 10, § 1° van hetzelfde besluit wordt als volgt gewijzigd:

- in lid 1 worden de woorden “van het besluit” vervangen door de woorden “van dit besluit”;
- in lid 4 worden de woorden “validering van bevoegdheden” vervangen door de woorden “validering van de verworven ervaring”.

Art. 5. De tabel in bijlage 1 bij het besluit wordt vervangen door de volgende tabel:

Milieu d'accueil initial au sens de l'article 2 de l'arrêté milieux d'accueil	Milieu d'accueil correspondant
Crèche, préguardiennat, maison communale d'accueil de l'enfance, crèche parentale, maison d'enfants, autres milieux d'accueil au sens de l'article 2.8°, de l'arrêté milieu d'accueil, co-accueillant conventionné ou co-accueillante conventionnée	Crèche
Accueillant ou accueillante d'enfants	- Accueillant ou accueillante d'enfants indépendant

HOOFDSTUK III. — *Slotbepalingen*

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2022.

Art. 7. De Minister van Kind is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 14 juli 2022.

Voor de regering:

De minister-president,
P.-Y. JEHOLET

De minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD